

Troyes

LE BANQUET DU CANON FRANÇAIS DANS UN ÉQUIPEMENT MUNICIPAL

Le Canon Français a organisé le week-end dernier plusieurs banquets à Troyes. Derrière l'image festive, l'événement s'inscrit dans une stratégie politique et idéologique assumée, et pose la question du rôle des équipements publics.

PAR CAMILLE LAINÉ

Un événement massif dans un lieu public

Le week end dernier, le Canon Français a organisé à Troyes trois banquets géants à l'Espace Argence, un équipement municipal financé par les habitants. Plus de 4 000 participants étaient attendus pour ces événements présentés comme festifs, entre produits du terroir, chants et mise en scène patriotique. L'événement se veut populaire, convivial, enraciné dans une certaine tradition française. Mais cette présentation masque une réalité plus politique, que de nombreux observateurs pointent depuis plusieurs mois.

Une organisation inscrite dans un réseau idéologique d'extrême droite

Le Canon Français n'est pas une simple structure événementielle. Depuis 2024, il s'inscrit dans la galaxie économique du milliardaire Pierre-Édouard Stérin, dont un fonds d'investissement a pris le contrôle. Pierre-Édouard Stérin est connu pour financer des projets médiatiques, culturels et politiques conservateurs. Son objectif assumé est d'influencer le débat public et de structurer une offre idéologique d'extrême droite. Dans ce contexte, les banquets du Canon Français prennent une dimension particulière : ils ne sont pas seulement festifs, ils participent à une stratégie culturelle et politique plus large.

Ces rassemblements mettent en scène une vision arriérée de la France, où identité, tradition et nationalisme occupent une place centrale. Derrière les grandes tablées festives et les slogans sur la « France éternelle », c'est un imaginaire politique qui est mobilisé.



Une vision qui exclut et oppose, loin des valeurs d'égalité et de solidarité portées par le service public. Ce type d'événement s'inscrit dans une offensive culturelle où le festif sert de vecteur à un discours politique d'extrême droite. La polémique autour du Canon Français n'est pas nouvelle. Comme l'ont rappelé nos confrères de *L'Est Éclair*, après un banquet organisé à Caen, des participants ont été accusés d'avoir proféré des insultes racistes et effectué des saluts nazis dans des bars de la ville après la soirée. Ces faits témoignent d'un climat et d'un environnement idéologique violent. Ils ne peuvent être balayés d'un revers de main, tant ils révèlent les dérives possibles autour de ces rassemblements.

Un choix politique, pas neutre : L'espace public en question

Accueillir ce type d'événement dans un équipement municipal, ce n'est pas neutre. C'est offrir une visibilité et une légitimité à une organisation inscrite dans un réseau idéologique structuré. Le maire de Troyes ne s'est pas seulement contenté de l'accueillir, il est allé sur place s'afficher avec les organisateurs et soutenir l'initiative.

C'est aussi envoyer un message : celui que ces initiatives ont leur place dans l'espace public, sans remise en question. Un équipement municipal n'est pas une salle comme les autres. Il incarne l'intérêt général, les valeurs du service public et le vivre-ensemble. Le mettre à disposition d'un événement porteur d'une vision politique réactionnaire pose une question de fond : quelles sont les limites ? quelles sont les responsabilités des collectivités ? La question ici n'est pas seulement faire la fête et manger mais bien, quelle société nous souhaitons voir s'installer.

Troyes : sécurité et égalité

LA GAUCHE HAUSSE LE TON AU CONSEIL MUNICIPAL

Au Conseil municipal de Troyes, les élus du groupe de gauche, issus de la liste d'union menée par Charline Briot, ont porté deux interventions offensives sur des sujets majeurs : la sécurité et l'égalité femmes-hommes. Deux prises de parole qui dessinent une ligne claire : remettre les politiques publiques au service des habitants plutôt que de la communication.

PAR LDA

Sur la sécurité, Jérôme Thomas a vivement critiqué le choix de la majorité municipale de recruter 25 policiers municipaux supplémentaires. Une décision qu'il juge avant tout symbolique et coûteuse, davantage tournée vers l'affichage que vers l'efficacité réelle. « Le nombre de policiers ne fait pas une politique de sécurité », a-t-il martelé, pointant l'absence d'évaluation de l'impact concret de ces recrutements.

L'élu de gauche dénonce surtout un déséquilibre profond : alors que les effectifs de police augmentent, ceux dédiés à la médiation, à la prévention et au travail social stagnent. « La ville privilégie la surveillance et la répression au détriment du dialogue et de l'éducation », regrette-t-il. Pour lui, la sécurité ne peut être dissociée des réalités sociales : précarité, manque de structures d'accompagnement, fragilités psychologiques. Autant de facteurs ignorés par une politique qu'il juge « hors sol ». Il plaide au contraire pour une police de proximité, mieux formée, recentrée sur la prévention et le lien avec la population.

Sur un autre terrain, celui de l'égalité femmes-hommes, Caroline Autier s'est appuyée sur les données de la Chambre régionale des comptes pour dresser un constat sévère.

Malgré une majorité de femmes parmi les agents, celles-ci restent largement absentes des postes de direction. Pire, la situation se dégrade : la part des femmes dans les emplois de direction est passée de 40 % à 33 % en cinq ans.

Les inégalités salariales persistent également, y compris à responsabilités équivalentes. Dans les dix postes les mieux rémunérés de la collectivité, seules deux femmes sont présentes. À cela s'ajoute une dévalorisation persistante des métiers féminisés, notamment dans le secteur médico-social ou l'animation, moins bien rémunérés que les filières techniques ou la police municipale.

Face à ces constats, Caroline Autier appelle à des mesures immédiates : un plan de résorption des écarts de rémunération et une transparence totale sur les primes, souvent sources d'inégalités invisibles.

Deux interventions, deux sujets, mais une même logique : dénoncer des choix politiques qui privilégient l'affichage ou la gestion comptable, au détriment de politiques publiques ambitieuses, sociales et égalitaires. Pour les élus communistes et de gauche, il est temps de remettre la justice sociale au cœur de l'action municipale.

LE MOIS DE MAI

C'est le mois le plus gai.
Quand le pavé des rues chante
Des Chants d'espérance,
Pour un monde meilleur
Où enfin le bonheur
Ne serait plus une chimère
Et où serait bannie la guerre.
Fini le temps des sacrifices
Où les mères voyaient mourir leurs fils
Pour l'intérêt de quelques-uns
Au détriment du genre humain,
Fini ces hommes et ces femmes exploités
Aux corps et à l'âme brisés,
Gâchant leur vie, pour quelques écus,
Sans même l'avoir vécue.
Fini le temps de l'exil
Vers des pays où ils croyaient trouver l'asile
Déçus d'avoir quitté leur terre
Pour y trouver la même misère.
Fini le temps des privilèges
Quand réclamer son droit est sacrilège
Le déni de justice pesant de tout son poids
Lorsque les puissants font régner leur loi.
Fini le temps de ces oiseaux de mauvais augure
Qui à la justice font parjure
Promettant de la brioche au lieu du pain
Pour faire oublier la faim.
Oh joli mois de mai,
Tu es le mois le plus gai.
Quand des faubourgs on sent s'élever
Un souffle immense épris de liberté.
Écoutons ces rumeurs qui nous enivrent
Qui nous disent quel chemin il faut suivre
Pour qu'enfin l'on puisse rêver au bonheur
Dans un monde meilleur.
Mais il ne faut pas se faire d'illusion
Quand seront finies les chansons
Le monde n'aura pas changé
Tout restera à faire pour le transformer

L'OEIL DE GLEBE



TROYES
SAINT-JULIEN-LES-VILLAS



Les Mousquetaires



TOUS UNIS AVEC
LES PRODUCTEURS
LOCAUX

Intermarché

